



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section des Côtes d'Armor**

Téléphone/Fax : 02.96.01.42.35

fo.ddfip22@dgfip.finances.gouv.fr

SITE WEB LOCAL: <http://www.fo-dgfip-sd.fr/022/>

LIMINAIRE DU CHSCT DU 07 NOVEMBRE 2019

Monsieur le Président,

En préambule, en ce qui concerne la réforme territoriale dans les départements, la DGAFP annonce la création de secrétariats généraux communs (SGC) en département. En ce sens, la DGAFP mettra en place un dialogue social informel et interministériel à l'instar de ce qui se pratique au niveau régional. La Fédération Générale des Fonctionnaires FO, 1ère organisation syndicale dans la Fonction Publique d'État, réaffirme qu'à aucun moment elle ne sera en situation de cogestion ou de co construction des projets de réforme mais veillera à ce que les sujets soient débattus et analysés dans les instances officielles (CT, CHSCT,).

Un CHS CT ministériel se tenait le 24 octobre. Il avait notamment pour objet l'analyse des rapports nationaux de l'ISST, de la médecine de prévention et de l'ergonomie. Les années se suivent et se ressemblent. Bercy et les administrations économiques et financières payent toujours le plus lourd tribut à la réduction des déficits publics. De manière lancinante et implacable, les suppressions d'emplois se succèdent au fil des ans. Avec elles, le long cortège des restructurations brutales, violentes et la baisse drastique des moyens budgétaires.

Les femmes et les hommes qui, quotidiennement, font vivre le Service Public au service de l'intérêt général, que les pouvoirs publics ont décidé d'ignorer - pire – de considérer comme quantité négligeable, comme des pions que l'on déplacerait sur l'échiquier des intérêts particuliers (en l'occurrence du capital) que le gouvernement sert, n'ont en retour aucune reconnaissance concrète de la part de leurs ministres.

A la DGFIP, les résultats de l'observatoire interne sont catastrophiques, d'autant plus qu'ils montrent année après année une tendance nette à la dégradation. Ils sont le reflet des réformes successives imposées par la direction générale pour adapter les services locaux aux suppressions de postes, les regroupements et les fermetures de services qui sont très mal vécus par les personnels. Les agents de la DGFIP sont 69% à trouver que la DGFIP évolue trop rapidement, ils sont 76% à trouver que ces évolutions sont négatives. Ils sont encore 76% à ne plus avoir confiance en leur avenir au sein de la DGFIP. Les fusions de services, les restructurations perpétuelles, la perte de 40 000 postes dans notre administration sont autant d'éléments qui jouent indéniablement sur la santé des personnels. Les agents de la DGFIP n'échappent pas à l'insécurité au travail qui englobe aussi la crainte d'une dégradation des conditions de travail.

La charge de travail est jugée trop importante par les médecins de prévention, eux-mêmes, dans leur rapport annuel de 2018. Ils notent la réduction des effectifs, les départs en retraite, le manque de «sachants» dans les services et les trésoreries, le manque de «tuilage» comme autant de facteurs aggravants. Pour le management, ils notent les injonctions paradoxales, la pression des résultats statistiques, le manque de soutien

technique, le manque de reconnaissance et de priorisation des tâches.

Dans un contexte particulièrement sensible, la mise en place du nouveau réseau de proximité est irresponsable. L'administration va exposer les agents à des risques psychosociaux tels qu'ils mettent la vie des agents en péril. Depuis le lancement de la géographie revisitée en juin dernier, nous avons eu connaissance de plusieurs événements dramatiques. Nous sommes particulièrement inquiets de l'évolution de la situation et nous tenons aujourd'hui à tirer la sonnette d'alarme.

Nous rappelons que l'administration a une obligation de résultat en matière de sécurité (art. L4121-1 du Code du travail). L'article L4121-2 précise les grands principes de prévention dont le premier auquel est tenu l'employeur est d'éviter d'exposer ses agents à des risques.

Nous exigeons une prise de conscience effective de votre part et des moyens conséquents pour mettre un terme sans attendre aux risques majeurs encourus par les agents.

Concernant les sujets à l'ordre du jour, parmi les documents communiqués aux membres de ce comité, figurent notamment plusieurs déclarations d'accident de trajet. Alors que l'employeur est tenu d'éviter d'exposer ses agents aux risques, la mise en place du nouveau réseau de proximité ne ferait qu'accentuer le risque routier.

Par ailleurs, plusieurs fiches de signalement font état d'agressions verbales par des contribuables. **FO** dénonce les propos tenus récemment par le Président de la République lui-même au Forum BPI France Inno Génération. Ces propos, sur fond de « ras le bol fiscal », sont une **atteinte au consentement à l'impôt, à la justice fiscale** et contribuent de surcroît à faire encourir **plus de risques encore** aux vérificateurs et à tous les agents dans l'exercice de leur mission. **FO** s'interroge d'ailleurs sur le soutien aux agents par la Direction locale suite à certaines agressions.

Concernant la fiche sur la propreté au SIP de Loudéac, aucune solution n'a été apportée par la Direction. Dès lors, nous revendiquons la réinternalisation des missions d'entretien des locaux.

Avec notre Fédération Générale des Fonctionnaires FO, avec notre Fédération des Finances FO, nous exigeons :

- le maintien des CHSCT.
- le retrait de la loi de transformation de la fonction publique,
- le retrait du plan Darmanin, le maintien de tous les sites, de tous les services et de toutes les missions.
- le maintien des 42 régimes de retraites et du Code des Pensions civiles et Militaires.

FO appelle les personnels à se mettre massivement en grève le 14 novembre

Vos représentants FO Finances en CHSCT :
Laurent LASSON (CFP Saint-Brieuc),
Nicole BURLLOT (PCE Dinan)